



Voici les propositions faites par les citoyens lors de l'atelier « Expression libre » :

- **L'Europe et les travailleurs détachés** (volonté de concurrence non déloyales). Ils doivent avoir les mêmes droits et les mêmes salaires. Arrêter le dumping social et **harmoniser les droits**.
- **Travailler sur l'apprentissage** et **aider les entreprises** qui font beaucoup pour intégrer les jeunes.
- **Accompagner les créateurs en levant les barrières** qui empêchent le développement de leurs entreprises les 3 premières années (impossibilité de louer une voiture, un local...sans bilan !).
- **La politique des territoires doit arrêter de dépeupler les villages**. Le numérique tue les commerces des villages. Il y a **besoin d'économie productive** à travers les territoires.
- Dans l'industrie, il est très difficile de recruter et de trouver les compétences. Il faut un **meilleur maillage centre de formations-entreprises sur les territoires (pourquoi le Chablais n'est pas territoire d'industries et labellisé pôle de compétitivité ?)**.
- Les **stagiaires moniteurs de ski** dans les stations familiales ont des **cotisations trop élevées par rapport à leur rémunération**. De même pour les **retraités** qui pourraient compenser en fin de saison le manque de moniteur mais se retrouve avec des montants de cotisation dissuasifs.



Voici les propositions faites par les citoyens lors de l'atelier « Démocratie et citoyenneté » :

- La **loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République)** dans la réalité de l'exercice est **contreproductive**. Par exemple alors que les compétences des conseils départementaux ont diminué de moitié, le nombre d'élus est resté le même sous couvert de la parité.
Les fusions de communes passent par la création d'**intercommunalité**, qu'il faut digérer, et une **explosion des dépenses** absorbables en 20 ans
- Le RIC permet de faire porter la parole des citoyens
- Résoudre le problème des zones de non droit
- Supprimer les lois d'opportunités
- L'expérience du re-découpage des régions
- Augmenter les moyens de communication moderne pour faciliter le travail des élus
- Lister les différents conseils ministériels et évaluer leurs coûts
- Accélérer les fusions de compétences
- Prendre en exemple les modes d'expression citoyens d'autre pays pour s'enrichir de leur expérience
- Il faut un référendum pour décider de la réduction des élus. Dans les conseils municipaux il y a trop d'élus (pour 800 habitants 15 élus). En parallèle **le Maire**, élu de proximité, doit tout régler pour les habitants. Il est très sollicité et peu rémunéré dans les **petites communes**.
Comment revaloriser l'exécutif ?
- Exiger le **Quorum dans l'hémicycle**.
- Supprimer des lois comme celles des 35h.
- Supprimer le Sénat
- **Retour de la proportionnelle**
- Le financement des partis est encore suspect alors qu'il existe des instances de contrôle.
- Le RIC, vote blanc, vote obligatoire. Où en est-on ?
- Le **retour au septennat** permet de sanctionner le président lors des élections législatives.
- Le **bénévolat** : il donne une meilleure image de soi donc il faut travailler sur le statut du bénévole car beaucoup de responsabilités lui sont confiées (pompiers bénévoles).
Les français sont très contradictoires. L'investissement de chacun dans la solidarité, les milieux associatifs, pour offrir de son temps aux autres, est réel ; pour autant les espaces de

partage disparaissent ou évoluent. Nous pouvons dire que tout va bien mais il y a des choses à améliorer et à transformer

- Le **tirage au sort** pose la question de la **compétence** de la personne pour traiter le sujet
- Retour à l'uniforme dans les écoles fait débat car il existe des effets pervers
- La laïcité, c'est être ensemble, question de culture et de tradition
- Renégocier le traité du Touquet (immigration vers l'Angleterre)
- **L'accueil doit être le meilleur possible et l'aide pour stabiliser les pays d'origine, et faciliter les retours augmentés**
- Poser la **question de l'immigration** aux citoyens est la preuve de l'échec des politiques (tout le monde a envie d'accueillir). C'est la **responsabilité des politiques**
- Au sujet **des quotas** pour l'immigration régulière : cela revient à définir un nombre. Et au-delà de celui-ci quelles mesures appliquer ? Nous n'avons pas les réponses donc finalement ça ne sert à rien
Au Canada, il y a l'immigration choisie avec des quotas métiers, cela pourrait compenser le manque de médecins le temps de la formation des nouvelles générations
- **Terrorisme** : pour certains les djihadistes doivent rester en Syrie (déchéance de la nationalité pour ceux qui ont porté atteinte à l'intégrité du pays), pour d'autres, c'est la justice qui doit choisir.



Voici les propositions faites par les citoyens lors de l'atelier « La fiscalité et les dépenses publiques » :

- Au sujet des privatisations : même si ce n'est pas le rôle de l'Etat de faire de l'argent, il est choquant d'avoir vendu des autoroutes (qui font du bénéfice) et des services publics
- 40 ans de dette publique (due à la dépense publique) et de création de besoin inutile
Il faut trouver l'équilibre, une souveraineté fiscale
- Problème du **fond de péréquation**, opacité de sa destination
- **EHPAD** : avec le vieillissement de la population et la politique du maintien à domicile, les personnes arrivent plus tard dans les établissements avec de multiples pathologies. Comment financer ces changements et les besoins qui vont avec ?
Pourquoi double système de santé public (pour les plus démunis) et privé (pour les plus favorisés) ? Il faut de la justice sociale, que le système de santé public reste performant et gratuit et que les citoyens prennent conscience de sa valeur
- Le **manque de médecin dans la vallée** est problématique. Il faut un minimum acceptable.
- L'évasion fiscale doit être sanctionnée
- **L'impôt sur le revenu** doit être **l'impôt unique** (arrêter les autres comme la CSG, dont le calcul et la destination sont incompréhensibles pour les citoyens). Le système d'impôt doit être simplifié et la destination connue. Les tranches doivent être revues et rééquilibrées : le barème de l'impôt 14 à 45 et après plus rien.
- Le **remplacement de l'ISF par l'IFI est très impopulaire** (communiquer sur l'évaluation), la **taxe sur les successions à l'étude et la transmission des entreprises, aussi**.
- Pour **toucher sa retraite**, l'attente est longue et il n'y a pas d'interlocuteurs. Les **procédures sont déshumanisées et complexes**



Voici les propositions faites par les citoyens lors de l'atelier « Organisation des services » :

- Aller vers une proportionnelle
- Trop peu de députés votent à l'Assemblée Nationale
- Il faut garder le libre arbitre des députés
- Les amendements doivent-ils passer en commission, puis être votés « deux fois » ?
- L'amour de son pays est un élément essentiel
- Au-delà de 50 ans, pour pallier la difficulté de retrouver un emploi, les seniors partent sur de la création d'entreprises. Les deux premières années, surtout en tant qu'auto-entrepreneur, les banques ne suivent aucun projet financier. Quid d'une garantie qui permettrait à ces personnes de ne pas se retrouver dans une situation précaire ?
- Obliger les banques à soutenir les créateurs d'entreprise qui démarrent



Voici les propositions faites par les citoyens lors de l'atelier « Transition écologique » :

- Offrir une vraie étude sur le diesel que l'on a encouragé en son temps et que l'on explique comme super pollueur aujourd'hui
 - L'arrêt du fioul est une hérésie
 - Vieux diesel envoyé en Afrique
 - Comment évaluer l'impact du diesel sur la fonte des glaciers
 - Les décisions sont trop brutales
 - Les transports de marchandises sont très polluants
 - Incohérences entre les aides données avec des décisions contraires (ex : subvention sur les chaudières à fioul il y a quelques années et aujourd'hui, on annonce la fin des chaudières à fioul dans 10 ans)
 - Les batteries aux graphènes ont été écartées des productions de véhicules électriques
 - Alléger les lobbies sur les élus
 - Encourager économiquement les productions qui permettent de diminuer les consommations d'énergie
 - Faire pression sur les grandes entreprises qui doivent engager des actions vers l'écologie
 - **Diesel : être clair** sur la pollution par rapport à l'essence et la pollution induite par les voitures électriques. Comment est stockée l'énergie et quid de la pollution due aux batteries électriques
 - Installation de **chaudière** : Que peut-on installer (géothermie et poêle à granules) ? d'une année à l'autre cela change
 - Problème du fioul, comment va-t-on se chauffer ?
 - Les éoliennes sont très bruyantes
 - Les panneaux solaires ne sont pas rentables
- La politique des prix d'EDF à la vente et à l'achat est contradictoire : sous couvert de l'autonomie énergétique des particuliers, EDF fait du business avec l'énergie que leur vend les personnes
- Globalement il y a une totale **opacité** et de nombreuses contradictions dans la **politique énergétique française** depuis des années. Il faut clarifier cela
 - La mondialisation, la production chinoise et le trafic maritime accentuent la pollution. Qu'est ce qui est mis en œuvre pour cela ?

- Quels moyens de **déplacements en montagne** où il y a **besoin de voitures puissantes**. Il faut prendre en compte la spécificité locale dans les politiques publiques de mobilité. L'électricité pour l'artisan en montagne n'est pas viable
Il y a un problème de cohérence entre les politiques publiques et la réalité des habitants (montagne, vie chère avec la Suisse voisine...)
- **Tri** : Plus de poubelle bleue, pourquoi ? Aucune valorisation des déchets (économie circulaire où en est-on ?). Pourtant il existe pour les mégots de cigarettes 4 collectes en France pour les recycler
- Pour l'isolation de **la maison** même avec un crédit d'impôt, c'est hors de prix. Il s'agit d'un enjeu fort. Le crédit d'impôt doit financer avant tout le diagnostic car les personnes partent sur des projets qu'elles ne peuvent pas financer. Les bâtiments doivent bénéficier en priorité des aides et subvention écologique avant de penser aux véhicules
- Il y a besoin d'une écologie réelle et pas une transition animée par le profit. Arrêter de confondre écologie et économie et les associer
- Qui contrôle la durée des ampoules ? L'ampoule LED coûte chère (car il y a de la recherche qu'il faut financer) et en même temps permet d'économiser de l'énergie donc il faut encourager l'achat de ce qui est écologique
- La rémunération des actionnaires et le pouvoir des lobbies posent question.